

BANQUE CENTRALE DU CONGO



NOTE DE CONJONCTURE DU MOIS DE MAI 2016

JUIN 2016

Banque Centrale du Congo

Adresse : 563, Boulevard Colonel Tshatshi
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : 2697 Kinshasa 1

Téléphone : (243)815556966
(243)818108009
(243)815084402

Site Web: <http://www.bcc.c>

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

La Note de conjoncture mensuelle est publiée au plus tard le dernier jour du mois suivant celui sous revue.



I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT EXTERIEUR

1.1 Aperçu de l'économie mondiale

Au mois de mai 2016, les développements économiques extérieurs ont été marqués par la publication de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), des perspectives économiques globales. En effet, la croissance mondiale devrait s'établir à 3 % en 2016, soit son niveau de 2015 en raison (i) des effets conjugués de la morosité de la progression des échanges, (ii) de la faible progression des salaires ainsi que (iii) du ralentissement de grands pays émergents, notamment la Chine.

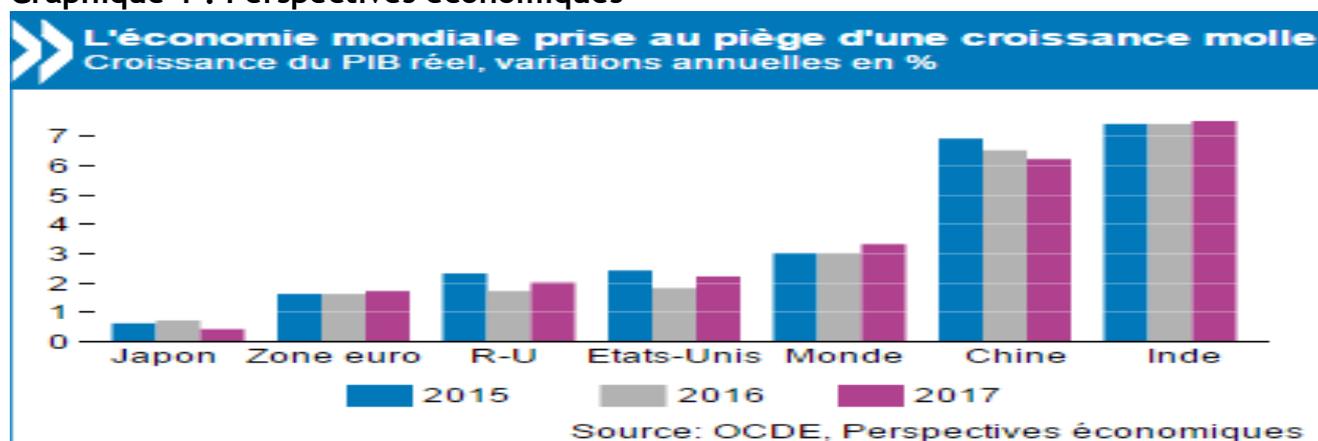
Dans les économies avancées, la croissance, bien que modérée, devrait être soutenue par la solidité de l'économie américaine alors que la Zone euro devrait enregistrer une progression plus ou moins lente. L'OCDE table sur une croissance respectivement de 1,8 % et 1,6 % pour les USA et la Zone euro.

Pour ce qui est des économies émergentes, la dynamique de la croissance s'essouffle au fil de temps dans la plupart de ces pays. En Chine, la croissance devrait fléchir pour s'établir à 6,5 % en 2016 sur fond de la poursuite du processus de rééquilibrage.

Dans ce contexte, le rapport souligne la nécessité de mettre en œuvre des politiques adéquates et bien coordonnées, en vue de garantir une croissance robuste et synchronisée, profitable aux générations actuelles et futures. Pour l'OCDE, la politique monétaire ne peut, à elle seule, résoudre la faiblesse de la croissance. Les Gouvernements devraient faire usage plus large de la politique budgétaire et insuffler un nouvel élan aux réformes structurelles pour booster la croissance.

Il est recommandé des actions efficaces pour promouvoir une croissance plus forte à court et long termes. Il s'agit de la mise en œuvre des réformes structurelles pour stimuler la demande et l'offre potentielle et du maintien d'une politique monétaire accommodante par les banques centrales.

Graphique 1 : Perspectives économiques



Source : OCDE

1.2 Evolution de l'activité dans les principaux pays et Zones économiques

1.2.1 Pool Europe

Selon ses dernières estimations, l'Office européen des statistiques indique que la baisse des prix dans la Zone euro s'est atténuée au mois de mai courant, en raison d'une contraction limitée des prix de l'énergie sur fond de la stabilité des cours du pétrole, contrebalancée par la hausse des prix de services.

En effet, le taux d'inflation s'est établi à -0,1 % en rythme annuel contre -0,2 % en avril dernier. Dans ce contexte, la Banque Centrale européenne (BCE) a observé le statu quo de sa politique monétaire à l'issue de la réunion du Conseil des Gouverneurs. En outre, la BCE a revu à la hausse ses prévisions d'inflation et de croissance pour 2016, tablant sur un taux de 0,2 % et 1,6 % respectivement contre 0,1 % et 1,4 % initialement.

1.2.2. Pool Amérique

Aux Etats-Unis, le Département du Travail a noté la faiblesse de création d'emplois au mois de mai courant, expliquée par la longue grève de salariés observée dans le secteur de télécommunication. En effet, les grévistes ont été comptabilisés par l'Institut comme étant sans emploi, étant donné qu'ils ne percevaient pas leurs salaires pendant les périodes de l'enquête. Toutefois, le taux de chômage s'est contracté de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 4,7 %.

1.2.3. Pays d'Asie et pays émergents

Au Japon, initialement prévu au mois d'avril 2017, le Gouvernement a décidé de reporter le relèvement de la taxe sur la consommation (TVA) au mois d'octobre 2019, en raison principalement des risques liés à la conjoncture économique internationale. En effet, la TVA devrait être relevée de 8 % à 10 %, après un premier relèvement de 5 % à 8 % en avril 2014.

Ce report devrait favoriser la relance des mesures prises par le Gouvernement « Abenomics » pour redynamiser la croissance et la demande intérieure, mais également pour rehausser le niveau des prix. Cependant, cette action pourrait limiter la capacité de l'autorité à réduire la dette publique et à assurer le financement du système de protection sociale et de retraite.

1.2.4. Pool Afrique

La conjoncture demeure marquée par la publication des perspectives des économies de l'Afrique qui font état de la résilience de l'économie africaine sur fond d'un environnement économique international difficile, traduit par le reflux des cours de matières premières notamment ceux du cuivre et du pétrole. En effet, après une croissance de 3,5 % en 2015, l'économie africaine devrait progresser à partir de 2016 à 3,7 % et atteindre 4,5 % en 2017, en dépit des pressions exercées par de niveaux d'endettement élevés ainsi que l'accroissement des déficits budgétaires.

Ces performances devraient être soutenues par des politiques macroéconomiques mises en place dans différents pays mais également grâce à la diversification des économies.

1.3. Marchés des produits de base intéressant l'économie congolaise.

Les cours des produits de base intéressant l'économie congolaise ont enregistré une évolution mensuelle divergente : Pétrole (+1,3 %), Cuivre (-2,2 %), Cobalt (-1,8 %), Or (+1,6 %), Maïs (+2,4 %), Blé (-2,5 %).

Tableau 1 : Cours moyens mensuels des produits miniers et énergétiques

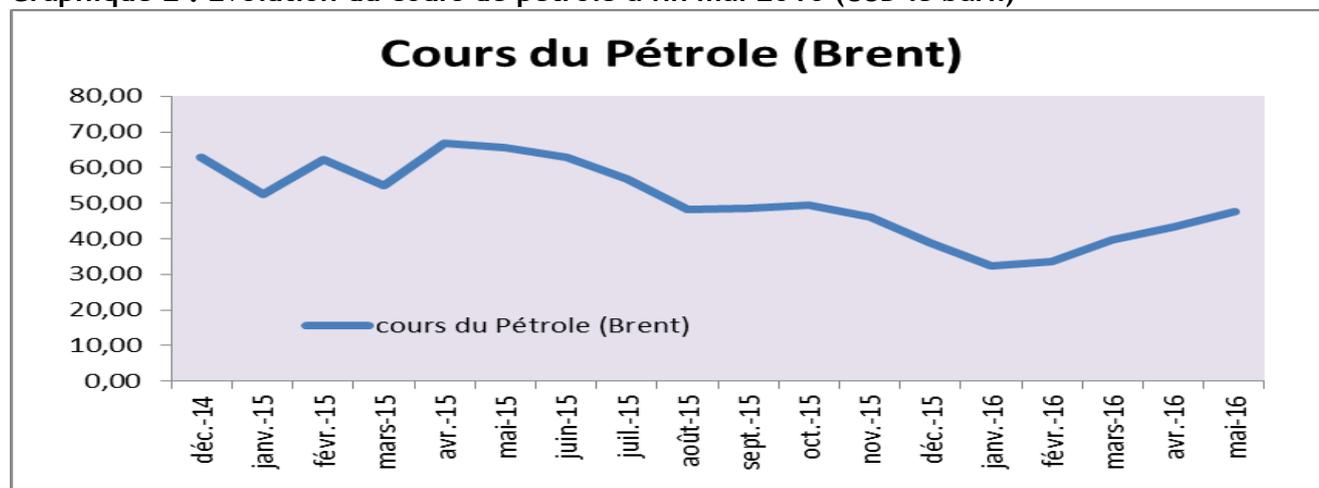
	déc-13	dec-14	déc-15	31-janv-16	29-févr-16	31-mars-16	30-avr-16	31-mai-16
Produits énergétiques								
Pétrole (brent) \$/baril								
cours	110,59	62,99	38,89	32,25	33,62	39,79	43,27	47,63
variation mensuelle(en %)		-43,04	-15,53	-17,07	4,25	18,36	8,75	10,06
Produits miniers								
Cuivre LME \$/tm								
cours	7 394,00	6 428,78	4 628,00	4 481,50	4 586,86	4 952,00	4 840,93	4 736,98
variation mensuelle(en %)		-13,05	-4,24	-3,17	2,35	7,96	-2,24	-2,15
Cobalt Londres \$/tonne								
cours	28 951,65	31 499,86	22 569,34	22 942,29	24 109,11	24 484,12	24 350,89	23 785,87
variation mensuelle(en %)		8,80	-16,26	1,65	5,09	1,56	-0,54	-2,32
Or New York \$/o.t.								
cours	1 205,90	1 198,16	1 069,99	1 094,06	1 193,93	1 243,53	1 240,26	1 260,21
variation mensuelle(en %)		-0,64	-1,69	2,25	9,13	4,15	-0,26	1,61

Sources : Les échos.

1.3.1 Pétrole brut

Le prix du baril, situé à 47,63 USD au 31 mai 2016, a enregistré une hausse de 10,07 % comparativement au mois précédent. Cette situation tient, d'une part, à l'annonce de la baisse du stock américain présageant un bon comportement de la demande et, d'autre part, à la promesse faite par les pays exportateurs de pétrole (Opep) à l'issue de leur réunion semestrielle de ne pas inonder le marché des quantités supplémentaires.

Graphique 2 : Evolution du cours de pétrole à fin mai 2016 (USD le baril)



Source : Banque Centrale du Congo

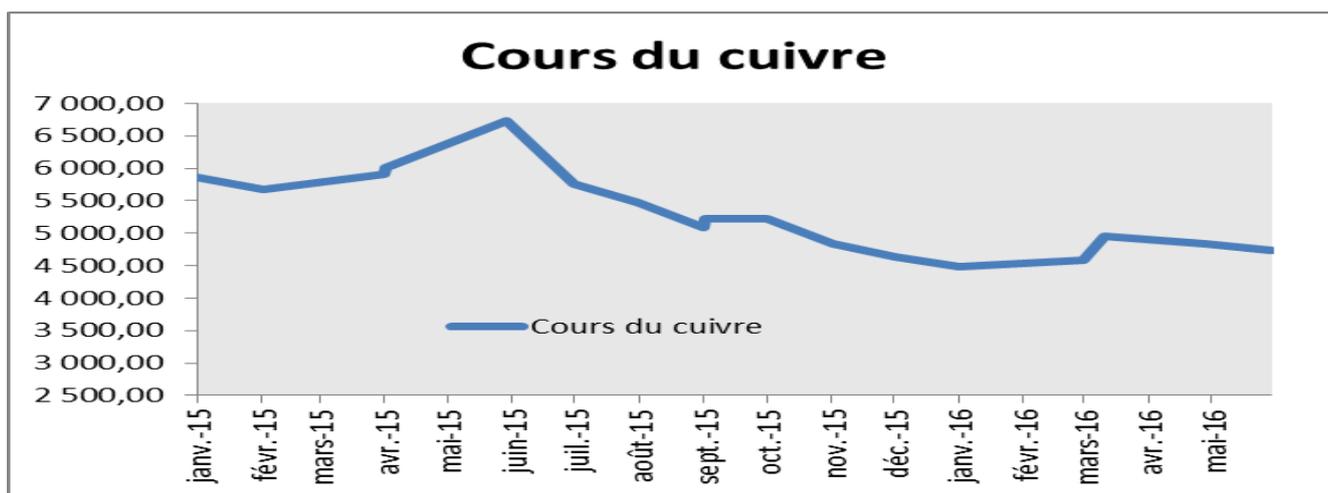
Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

1.3.2 Produits miniers

➤ Le Cuivre

Le cours du cuivre s'est établi à 4.736,98 USD la tonne à fin mai 2016, enregistrant une variation par rapport à fin décembre 2015 de 2,3 %. Il importe de noter que la tendance du cours de cuivre s'inscrit dans le sillage de celui du pétrole.

Graphique 3 : Evolution du cours du cuivre



Source : Banque Centrale du Congo

➤ Le Cobalt

Après une hausse de 11,6 % enregistrée au mois de mars courant, soit 24.503,31 USD la tonne, le cours du cobalt a connu des replis successivement à 24.350,89 USD la tonne à fin avril 2016 et 23.785,87 USD la tonne à fin mai 2016.

➤ L'or

Le cours de l'or a enregistré une augmentation de 17,8 % à fin mai 2016 en référence au mois de décembre 2015 en raison de la faiblesse observée du dollar américain par rapport aux autres devises et de la révision à la hausse du prix de l'or par la Chine, désormais fixatrice du cours de cette matière.

1.3.3 Produits agricoles

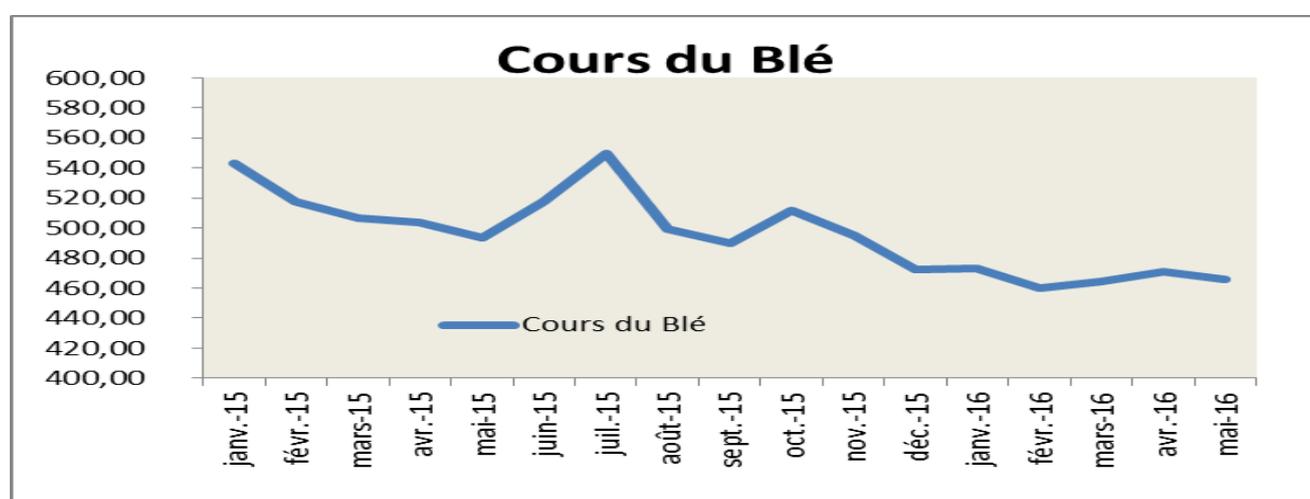
Au mois de mai 2016, les cours du riz et du maïs ont connu de hausses sous l'impulsion du cours du pétrole, tandis que celui du blé s'est légèrement contracté dans un marché dominé par des inquiétudes liées au temps chaud et sec en Amérique du Sud et à plus long terme aux Etats-Unis qui pourrait endommager les prochaines récoltes. Ainsi, les prix se sont fixés respectivement à 11,32 USD la tonne, 465,53 USD et 143,52 Cts/lb.

Tableau 2: Produits agricoles

	déc-13	dec-14	31-déc-15	31-janv-16	29-févr-16	31-mars-16	30-avr-16	31-mai-16
Produit agricoles								
Riz Chicago Cts/lb								
cours	15,55	12,10	11,12	11,18	10,86	10,27	10,27	11,32
variation mensuelle.(en %)		-22,19	-7,15	0,54	-2,86	-5,46	0,00	10,27
Blé Chicago \$/tonne								
cours	623,82	614,66	472,63	472,82	460,29	464,03	470,68	465,53
variation mensuelle.(en %)		-1,47	-4,47	0,04	-2,65	0,81	1,43	-1,09
Mais Chicago \$/tonne								
cours	156,41	146,09	135,65	132,94	133,53	133,78	136,97	143,52
variation mensuelle.(en %)		-6,60	0,81	-2,00	0,44	0,19	2,38	4,78

Sources : Les échos.

Graphique 4 : Evolution des cours du blé à fin mai 2016



Source : Banque Centrale du Congo

1.4. Parité euro dollar américain

Au 31 mai 2016, la parité euro dollar américain s'est située à 1,11 contre 1,13 à fin avril.

Tableau 3 : Parité euro dollar

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	Oct.	Nov.	31 déc-15	Taux moyen
2015	1,13	1,12	1,07	1,12	1,1	1,11	1,109	1,121	1,118	1,093	1,07	1,09	1,104
2016	1,08	1,11	1,11	1,13	1,11								

Source: forex.tradingsat.com/cours-euro-dollar-

II. EVOLUTION DES ACTIVITES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

2.1. SECTEUR REEL

2.1.1 Croissance économique

Initialement arrêtées à 6,6 % au début de l'année, les estimations de la croissance effectuées par la Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux (CESCN), sur base des réalisations cumulées de la production à fin mars 2016, tablent sur une progression du PIB réel de 5,3 % en 2016 contre 6,9 % en 2015. Outre les facteurs structurels, auxquels l'économie congolaise est confrontée, ce ralentissement de la croissance s'expliquerait également par la baisse des cours de produits miniers sur le marché international.

- **Approche par la production**

L'analyse sectorielle de la croissance renseigne globalement que l'activité économique sera essentiellement impulsée par la vitalité des secteurs tertiaire et primaire, soit 2,5 points de pourcentage et 1,6 point respectivement, en termes de contribution à la croissance. Le secteur secondaire va y contribuer, dans une moindre mesure aussi, à hauteur de 1,0 point.

Ce dynamisme du secteur tertiaire, bien qu'en faible progression par rapport à l'année précédente (6,4 % contre 9,1 %), est consécutif à la vigueur des activités des branches « Transports et télécommunications » et « Commerce », dont les contributions à la croissance se situent respectivement à 1,1 point de pourcentage et 0,9 point, grâce, d'une part, à l'amélioration des voies et moyens de communication et à la mise en service de plusieurs entreprises de transport locales créées (publiques et à privées), et, d'autre part, à l'amélioration des revenus des ménages avec un effet positif sur la consommation, propulsant ainsi les activités de commerce, de restauration, de l'hôtellerie ainsi que des services bancaires.

Pour ce qui est du secteur primaire, le recul de sa contribution à la croissance (1,6 point venant de 2,0 points en 2015), résulte essentiellement de la contre-performance observée dans les activités extractives, suite à la baisse des cours de ses principaux produits sur le marché international (cuivre, cobalt, zinc, or, diamant et pétrole), affectant de ce fait leur rythme de production. Ainsi, la branche « Extraction », en croissance de 3,5 % contre 4,8 % en 2015, a enregistré une faible contribution à la croissance de 0,9 point venant de 1,3 point en 2015.

Pour sa part, la branche « Agriculture -forêt - élevage - chasse et pêche», en amélioration de 4,5 % après 4,7 % une année plus tôt, n'aura contribué que de 0,7 point à la croissance contre 0,8 point. Malgré le relèvement des activités de la sous-branche « Agriculture » (4,7 % contre 4,6 %), les baisses constatées au niveau des autres sous-branches « Sylviculture » et « Elevage, pêche et chasse » (0,1 % et 3,0 % contre respectivement 6,7 % et 7,5 % en 2015) ont tiré vers le bas la contribution globale de la branche.

Pour ce qui est du secteur secondaire, classé au troisième rang au titre de contributeur à la croissance, sa participation n'a été que de 1,0 point venant de 1,2 point en 2015.

Cette évolution est liée principalement au ralentissement des activités de la branche « Industries manufacturières » de 7,4 % après 13,7 %, entraînant une faible contribution à la croissance de 0,8 point.

Parallèlement, les activités des « Bâtiments et Travaux publics » et celles de « l'Electricité, gaz, vapeur et eau » ont connu des relèvements respectifs de 3,8 % et 6,2 % après des décroissances de -6,4 % et -4,5 %. En dépit de ces évolutions, les deux branches réaliseraient des contributions à la croissance quasiment nulles en 2016.

Tableau 4 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la production
(en milliards de CDF, au prix de 2005 sauf indication contraire)

BRANCHES D'ACTIVITES	2014	2015	2016	2015		2016		Ecart
				variatio ⁿ en %	contribut ^o en pt de %	variatio ⁿ en %	contribut ^o en pt de %	
Secteur primaire	4 357,31	4 564,15	4 740,74	4,7	2	3,9	1,6	-0,4
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	1 700,80	1 780,00	1 859,60	4,7	0,8	4,5	0,7	0
Agriculture	1 625,00	1 699,11	1 778,55	4,6	0,7	4,7	0,7	0
vivrière	1 600,77	1 673,55	1 749,65	4,5	0,7	4,5	0,7	0
rente	24,23	25,56	28,9	5,5	0	13,1	0	0
sylviculture	72,94	77,82	77,88	6,7	0	0,1	0	0
élevage, pêche et chasse	2,86	3,08	3,17	7,5	0	3	0	0
Extraction	2 656,51	2 784,15	2 881,14	4,8	1,3	3,5	0,9	-0,4
Secteur secondaire	1 551,63	1 672,75	1 782,52	7,8	1,2	6,6	1	-0,2
Industries manufacturières	1 088,39	1 237,85	1 329,39	13,7	1,5	7,4	0,8	-0,6
Industries alimentaires, boissons et tabac	922,88	1 044,72	1 121,74	13,2	1,2	7,4	0,7	-0,5
Autres industries manufacturières	165,51	193,13	207,65	16,7	0,3	7,5	0,1	-0,1
Bâtiment et travaux publics	395,45	370,18	384,37	-6,4	-0,3	3,8	0,1	0,4
Electricité, gaz, vapeur et eau	67,78	64,72	68,75	-4,5	0	6,2	0	0,1
Secteur tertiaire	3 880,32	4 232,86	4 504,59	9,1	3,5	6,4	2,5	-1
Transports et Télécommunications	1 220,22	1 339,11	1 455,15	9,7	1,2	8,7	1,1	-0,1
Transports	693,53	761,87	807,99	9,9	0,7	6,1	0,4	-0,2
Télécommunications	526,68	577,23	647,16	9,6	0,5	12,1	0,6	0,1
Commerce	1 415,70	1 569,03	1 668,05	10,8	1,5	6,3	0,9	-0,6
Autres services hors adm. publique	926,12	997,37	1 055,65	7,7	0,7	5,8	0,5	-0,2
Banques et assurances	134,69	145,7	155,19	8,2	0,1	6,5	0,1	0
Autres services	791,43	851,68	900,46	7,6	0,6	5,7	0,5	-0,1
Services d'administration publique	382,75	397,09	400,03	3,7	0,1	0,7	0	-0,1
Education	10,48	11,36	11,65	8,4	0	2,5	0	0
santé	1,54	1,63	1,66	6,1	0	1,8	0	0
Autres services non marchands	370,73	384,1	386,72	3,6	0,1	0,7	0	-0,1
SIIFIM	-64,47	-69,74	-74,29	8,2	-0,1	6,5	0	0
PIB au prix de base	9 789,25	10 469,76	11 027,85	7	6,7	5,3	5,2	-1,6
Taxes sur les produits	303,59	321,12	333,37	5,8	0,2	3,8	0,1	-0,1
PIB aux prix constants du marché	10 092,80	10 790,90	11 361,20	6,9	6,9	5,3	5,3	-1,6
PIB (hors mines) aux prix constants du marché	7 436,33	8 006,73	8 480,08	7,7	5,7	5,9	4,4	-1,3

Source : CESC.N.

- Approche par la dépense

Les emplois du PIB restent soutenus par la demande intérieure et, dans une faible mesure, par la demande extérieure nette.

En effet, la composante demande intérieure est restée dynamique en 2016 grâce notamment à la consommation privée dont la part relative en pourcentage du PIB est de 74,9 %, avec une contribution en points de croissance de 2,0 % en 2016. Cette évolution est consécutive à l'amélioration des revenus des ménages, occasionnant le relèvement de leur pouvoir d'achat, dans un contexte de la stabilité des prix.

Par ailleurs, la consommation publique a grevé la croissance de 0,3 point, avec une faible part contributive de 11,6 % au PIB, en raison essentiellement de la faible consommation de l'Etat, prenant en compte la révision à la baisse du train de vie des institutions publiques.

Les investissements bruts », pour leur part, accusent une contribution de 1,6 point à la croissance après une décroissance de 3,0 points une année auparavant, marquant une part contributive de 27,3 % au PIB en 2016. Cette situation fait suite à des investissements réalisés par le secteur privé (1,8 point de contribution après 0,4), en soutien notamment aux activités de transport, de la téléphonie mobile, de commerce et, dans une moindre mesure, de mines. Les investissements publics, par contre, sont restés modestes avec une part contributive de 3,9 % au PIB, réduisant de 0,2 point leur contribution à la croissance.

Au niveau des échanges à l'extérieur, les exportations de biens et services, dont la part relative en pourcentage du PIB a représenté de 27,5 %, ont permis de booster la croissance de 0,9 point. Quoique faible par rapport à l'année précédente, les exportations des biens, essentiellement minières, sont à la base de cette évolution. Parallèlement, les importations des biens et services ont grevé la croissance de 1,0 point, avec une part contributive de 41,2 % au PIB.

Tableau 5 : Estimation de la croissance du PIB suivant l'approche par la demande
(en milliards de CDF, au prix de 2005, sauf indication contraire)

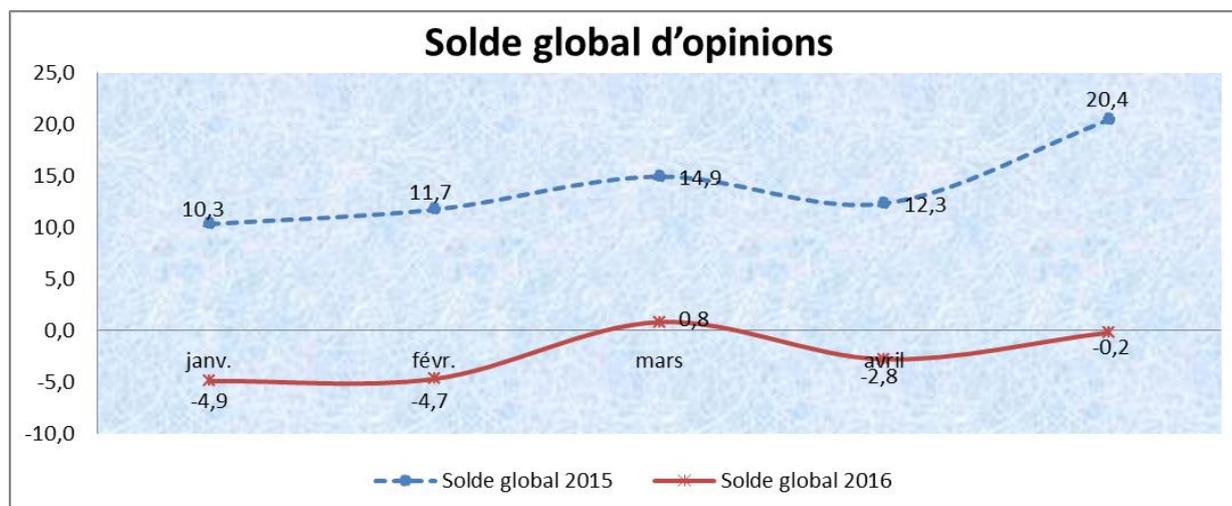
PIB Emplois à prix constants de 2005	fin décembre 2015	fin mars 2016	fin décembre 2015			fin mars 2016		
	2015		Variation en %	contrib, en % dans PIB	Contrib. en pts	Variation en %	contrib, en % dans	Contrib. en pts
Demande intérieure	12556,8	12917,8	2,0%	116,4%	2,4	2,9%	113,7%	3,3
Consommation	9635,9	9821,7	6,1%	89,3%	5,5	1,9%	86,4%	1,7
Publique	1346,2	1317,5	2,6%	12,5%	0,3	-2,1%	11,6%	-0,3
Privée	8289,7	8504,2	6,7%	76,8%	5,1	2,6%	74,9%	2,0
Investissements bruts	2920,9	3096,0	-9,4%	27,1%	-3,0	6,0%	27,3%	1,6
FBCF	2920,9	3096,0	-9,4%	27,1%	-3,0	6,0%	27,3%	1,6
Publique	457,2	438,4	-43,3%	4,2%	-3,5	-4,1%	3,9%	-0,2
Privée	2463,7	2657,6	1,9%	22,8%	0,4	7,9%	23,4%	1,8
Variation des stocks	0,0	0,0	-	0,0%	0,0	#DIV/0!	0,0%	0,0
Demande extérieur nette	-1765,9	-1556,6	-20,3%	-16,4%	4,5	-11,9%	-13,7%	1,9
Exportations de biens et service	3028,3	3128,1	4,1%	28,1%	1,2	3,3%	27,5%	0,9
Exportations des biens	2969,2	3066,2	4,8%	27,5%	1,3	3,3%	27,0%	0,9
Produits minières	2574,9	2671,9	5,4%	23,9%	1,3	3,8%	23,5%	0,9
Autres produits	394,3	394,3	1,2%	3,7%	0,0	0,0%	3,5%	0,0
Exportations des services	59,1	61,9	-22,0%	0,5%	-0,2	4,7%	0,5%	0,0
Importations de biens et service	4794,2	4684,6	-6,5%	44,4%	-3,3	-2,3%	41,2%	-1,0
Importations des biens	4028,2	3978,6	-2,1%	37,3%	-0,8	-1,2%	35,0%	-0,5
Consommations	814,9	866,4	8,1%	7,6%	0,6	6,3%	7,6%	0,5
Equipements	1685,8	1722,9	-9,3%	15,6%	-1,7	2,2%	15,2%	0,3
Intermédiaires	1527,4	1389,4	1,9%	14,2%	0,3	-9,0%	12,2%	-1,3
Importations des services	766,1	706,0	-24,4%	7,1%	-2,4	-7,8%	6,2%	-0,6
PIB (Emplois)	10790,88	11361,22	6,9%	100,0%	6,9	5,3%	100,0%	5,3

Source : CESC.N.

2.1.1.1. Baromètre de la conjoncture

Pour le deuxième mois consécutif, les chefs d'entreprises ont de nouveau affiché un solde d'opinions global négatif, soit -0,2 % au mois de mai venant de -2,8 % en avril. Ce solde d'opinions, qui s'est relativement redressé comparativement au mois précédent, traduit le comportement observé dans l'ensemble de branches d'activité, hormis l'Energie qui a accusé un repli significatif.

Graph. 5 : Solde global d'opinions des chefs d'entreprises en 2015 - 2016



S

Source : BCC

Tableau 6 : Evolution du solde brut d'opinions en 2015 et 2016

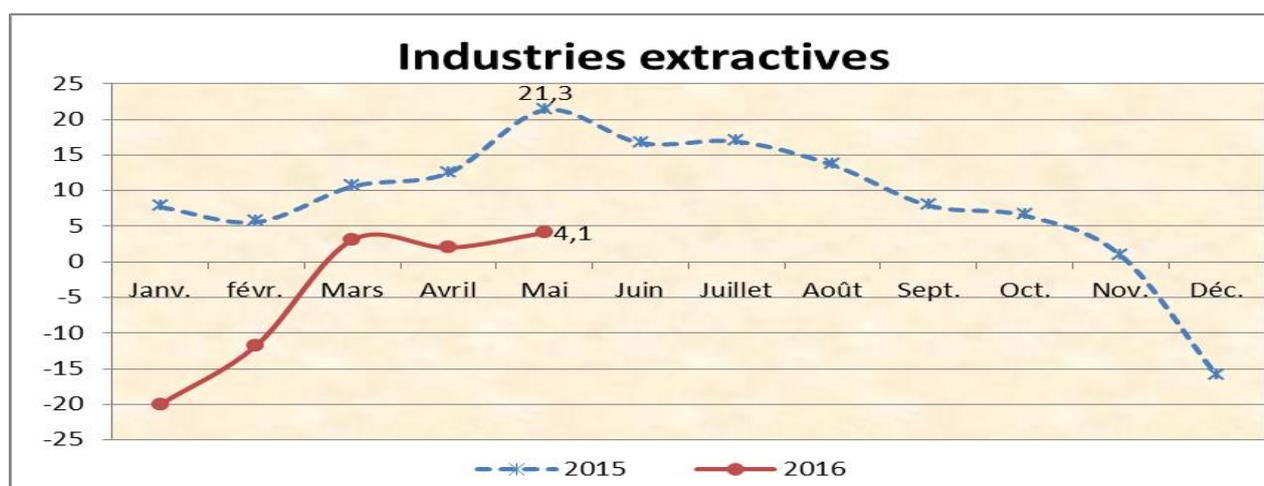
secteur	2015						2016					
	janvier	février	mars	avril	mai	Moyenne	janvier	février	mars	avril	mai	Moyenne
Solde global	10,3	11,7	14,9	12,3	20,4	13,9	-4,9	-4,7	0,8	-2,8	-0,2	-2,4
Industries manufacturières	11,1	37,7	24,2	16,0	20,7	21,9	8,6	5,3	2,0	3,3	3,9	4,6
Electricité et Eau	38,2	37,7	22,1	13,0	22,1	26,6	49,2	39,5	33,3	48,0	25,8	39,2
Industries extractives	7,7	5,6	10,6	12,5	21,3	11,5	-20,0	-11,7	3,1	2,0	4,1	-4,5
Construction	11,1	13,9	24,4	10,1	15,3	15,0	6,6	4,0	4,1	-36,5	-34,9	-11,3
Services	2,3	2,5	13,5	7,9	15,6	8,4	1,6	5,0	-41,7	-32,5	-20,2	-17,6

Source : BCC.

Le profil du climat conjoncturel en RDC par secteurs d'activités économiques au cours du mois de mai 2016 se présente comme suit :

Dans la branche « Industries Extractives », les entrepreneurs demeurent plus ou moins optimistes, malgré le niveau encore bas de leur confiance. Le solde de leurs opinions s'est relevé, s'établissant à +4,1 % contre +2,0 % en avril. Ce bas niveau de confiance reste principalement justifié par l'évolution des cours mondiaux des produits miniers.

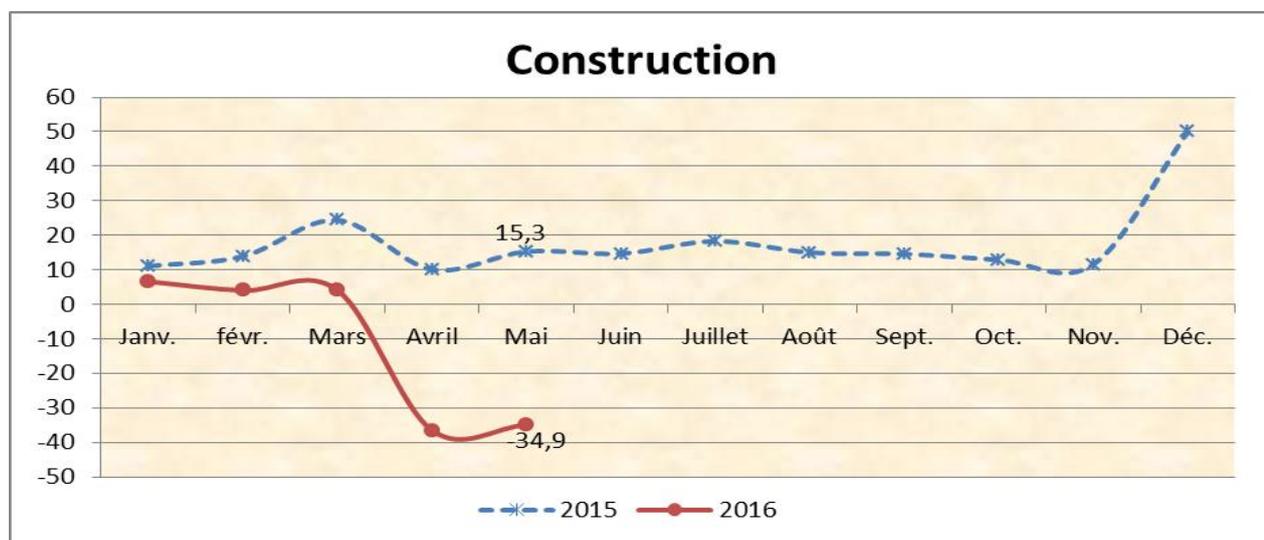
Graph. 6 : Evolution du solde des Industries minières en 2015 et 2016



Source : BCC.

Concernant la branche « Construction », bien que le solde d'opinions se soit légèrement redressé à -34,9 % venant de -36,5 % un mois plus tôt, les entrepreneurs ne s'attendent pas à une amélioration significative de la demande des travaux, au vu des perspectives moins rassurantes de poursuite de travaux publics et privés.

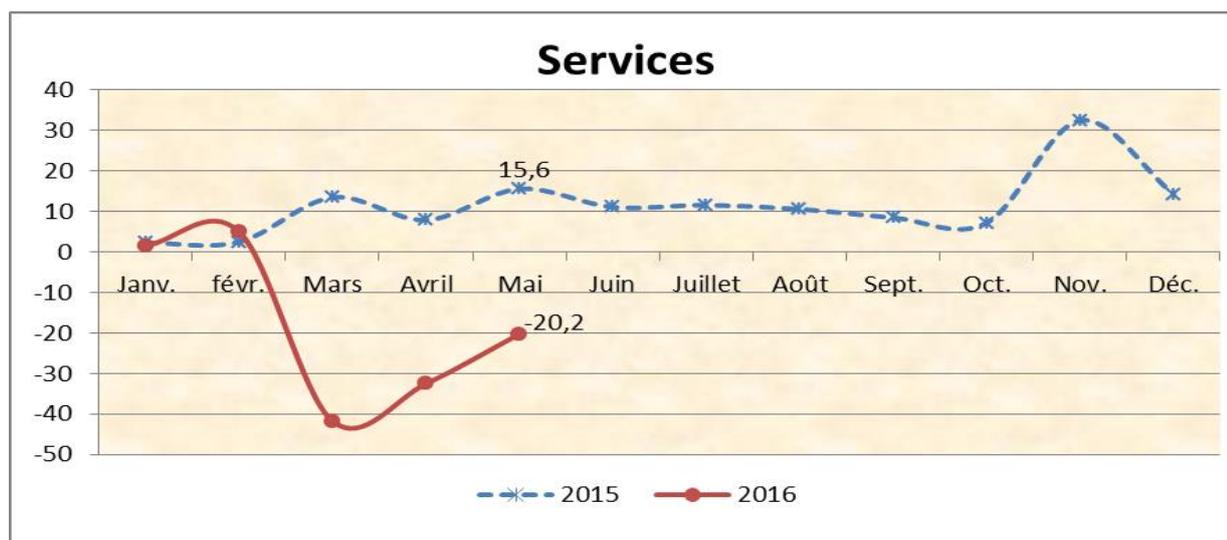
Graph. 7: Evolution du solde du secteur Construction en 2015 et 2016



Source : BCC

Pour ce qui est de la branche « Services », les opérateurs du secteur ont indiqué un pessimisme moins marqué en mai comparativement au mois précédent. Le solde d'opinions s'est relevé à -20,2 % alors qu'il était à -32,5 % en avril. La persistance du pessimisme reflète l'opinion défavorable enregistrée dans l'hôtellerie, les services rendus aux entreprises et le transport.

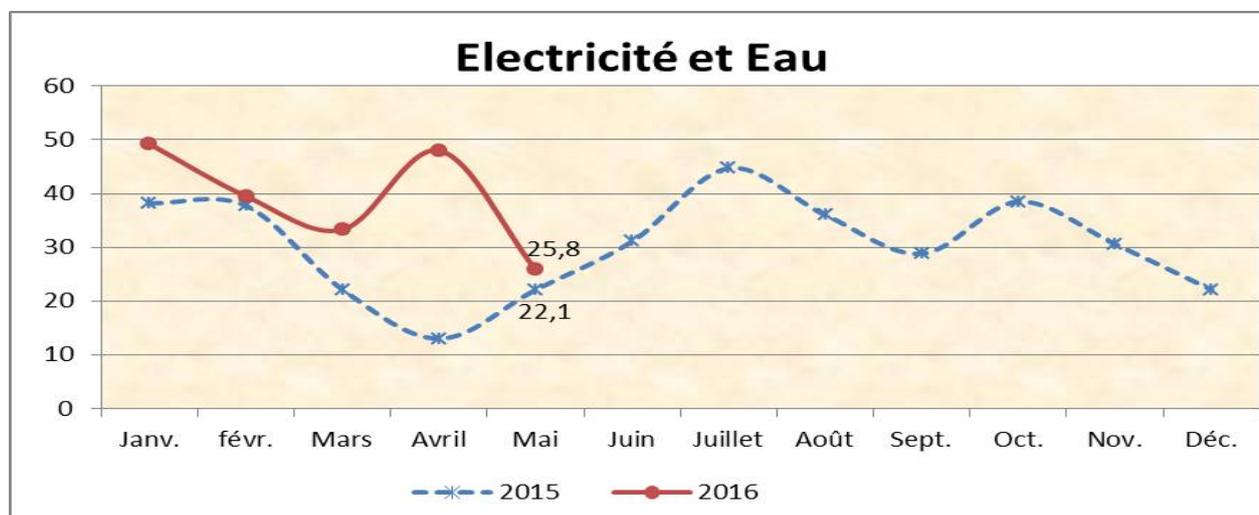
Graph. 8 : Evolution du solde du secteur des Services en 2015 et 2016



Source : BCC

Dans la branche « Electricité et Eau », le solde brut d'opinions a fléchi pour se situer à +25,8 %, après s'être redressé à +48,0 % en avril. Ce fléchissement significatif est imputable aux déficits enregistrés au niveau de la production de l'énergie électrique et de l'eau potable, occasionnant une altération de la desserte.

Graph. 9 : Evolution du solde des Industries énergétiques en 2015 et 2016



Source : BCC.

Dans la branche « Industries manufacturières », le solde brut d'opinions a poursuivi sa tendance au redressement affichée depuis le mois précédent, en dépit d'une amplitude moins marquée. Il est remonté à +3,9 %, venant de +3,3 % un mois auparavant. La contrainte à la reprise de l'activité dans cette branche reste expliquée par la morosité de la situation signalée dans les industries du papier, du ciment et du bois ainsi que par l'évolution défavorable des activités liées à la production chimique.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

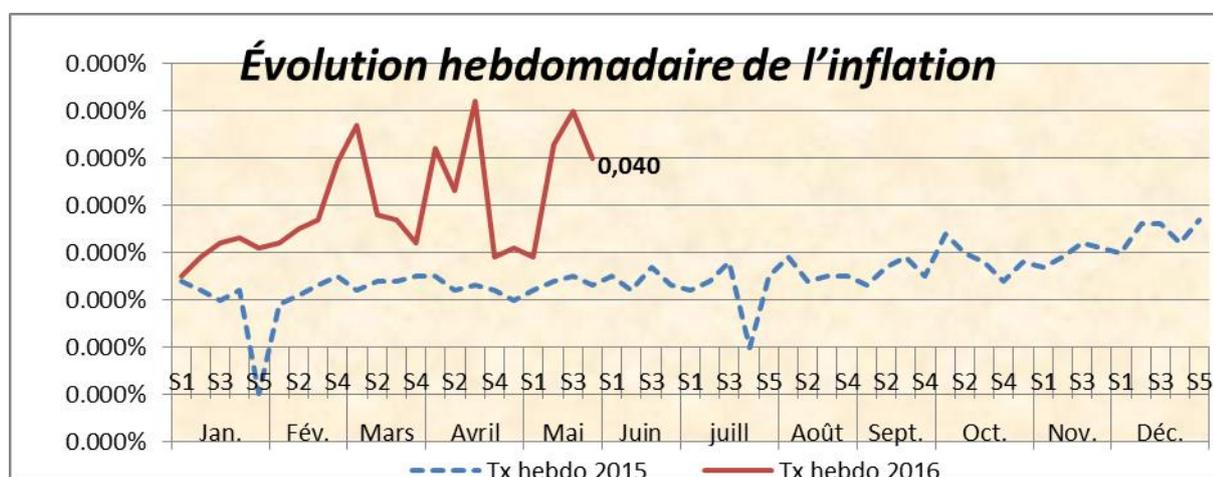
Graph. 10 : Evolution du solde des Industries manufacturières en 2015 et 2016



2.1.2 Evolution des prix intérieurs

L'inflation est restée sous contrôle à la première semaine du mois de juin 2016, s'établissant à 0,040 % contre 0,050 % une semaine plutôt. En cumul annuel, le taux d'inflation a atteint 0,663 %. Ainsi, en annualisée le taux d'inflation s'est situé à 1,573 % et en glissement annuel à 1,223 % contre un objectif de 4,2 % à fin décembre.

Graphique 11 : Evolution de l'inflation en 2015 et 2016 (en %)



2.2. SECTEUR PUBLIC

2.2.1. Exécution des Opérations Financières de l'Etat

Au 31 mai 2016, la balance des opérations financières de l'Etat, incluant l'amortissement de la dette, affiche un déficit de 39,06 milliards de CDF, consécutif aux recettes de 257,96 milliards de CDF et aux dépenses de 296,95 milliards.

En cumul annuel, le Compte Général du Trésor accuse un solde déficitaire de 132,4 milliards de CDF. Cette situation suggère de la part du Gouvernement la mise en œuvre des mesures urgentes visant l'accroissement des recettes publiques.

Tableau 7 : Situation mensuelle des opérations du Trésor en 2015 et 2016
(en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2015		MOIS DE MAI 2016			CUMUL MAI 2016			VARIATION 2016/2015	
	Mois de mai	Cumul mai	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de mai	Cumul mai
Total revenus et dons	271,6	1 715,6	323,1	257,9	79,8	2 021,1	1 466,0	72,5	- 5,0	- 14,5
Total dépenses (hors amort.)	314,4	1 539,4	328,0	273,0	83,2	2 030,6	1 558,6	76,8	- 13,2	1,2
Amortissement de la dette	23,2	61,2	14,1	24,0	170,8	35,3	39,8	112,8	3,3	- 34,9
Solde général (hors Amort.)	- 42,8	176,2	- 4,8	- 15,1	310,9	- 9,5	- 92,6	974,3	64,8	- 152,5
Solde intégrant l'amort.	- 66,0	115,0	- 18,9	- 39,1	206,7	- 44,8	- 132,4	295,5	40,9	- 215,1

Source : PTR du secteur public

➤ Evolution mensuelle des recettes au 31 mai 2016

Pour un montant projeté à 323,1 milliards de CDF, les recettes mobilisées ont atteint 257,9 milliards, dégageant ainsi un taux de mobilisation de 79,8 %.

La structure de recettes reste dominée par les recettes fiscales chiffrées à 221,3 milliards de CDF dont les parts de la DGDA et DGI représentent respectivement 47,3 % et 38,3 % de l'ensemble des recettes. S'agissant des recettes non fiscales encadrées par la DGRAD, elles ont atteint 32,5 milliards de CDF, soit 12,6 % du total. Les rubriques « pétroliers producteurs » et « autres recettes », quant à elles, ont contribué à hauteur de 3,8 milliards de CDF et 230,0 millions, soit des quotités respectives de 1,5 % et 0,1 % du total des recettes.

En cumul annuel, les recettes publiques ont atteint 1.466,0 milliards de CDF contre une programmation de 2.021,1 milliards, soit un taux de recouvrement de 72,5 %.

Tableau 8 : Recettes publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2015		MOIS DE MAI 2016			CUMUL MAI 2016			VARIATION 2016/2015	
	Mois de mai	Cumul mai	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de mai	Cumul mai
Douanes et accises (DGDA)	164,6	782,7	148,7	121,9	82,0	693,7	591,7	85,3	- 25,9	- 24,4
Impôts directs et indirect (DGI)	59,5	579,9	121,3	99,4	82,0	701,8	611,3	87,1	67,2	5,4
Recettes non fiscales (DGRAD)	38,6	248,8	52,2	32,5	62,2	264,2	217,5	82,3	- 15,9	- 12,6
Pétroliers Producteurs	8,8	74,4	0,9	3,8	406,9	25,5	21,9	86,0	- 56,8	- 70,6
Dons et autres	0,2	29,7	-	0,2	-	4,7	23,2	493,4	11,0	- 21,9
RECETTES TOT. ET DONDS	271,6	1 715,6	323,1	257,8	79,8	1 689,9	1 465,6	86,7	- 5,1	- 14,6

Source : PTR du secteur public

➤ Evolution mensuelle des dépenses au 31 mai 2016

A cette date, les dépenses publiques, hors amortissement de la dette, se sont chiffrées à 273,5 milliards de CDF contre une prévision mensuelle de 328,0 milliards, dégageant ainsi un taux d'exécution de 83,2 %.

Les décaissements ont concerné principalement les dépenses courantes pour un import de 250,1 milliards de CDF, représentant 91,6 % de l'enveloppe totale. Ce montant a été affecté prioritairement « aux rémunérations », « aux frais de fonctionnement » et « aux subventions ». S'agissant des dépenses en capital, elles ont été exécutées à concurrence de 10,5 milliards de CDF, représentant 3,8 % du total des dépenses publiques.

En cumul annuel, les dépenses publiques cumulées, hormis l'amortissement de la dette, se sont chiffrées à 1.558,6 milliards de CDF contre un montant programmé de 1.676,0 milliards, soit un taux d'exécution de 93,0 %.

Tableau 9 : Dépenses publiques (en milliards de CDF)

RUBRIQUES	2015		MOIS DE MAI 2016			CUMUL MAI 2016			VARIATION 2016/2015	
	Mois de mai	Cumul mai	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Program.	Réalisation	Exéc.en %	Mois de mai	Cumul mai
Dépenses courantes	272,3	1 329,5	298,0	250,1	83,9	1 510,7	1 423,0	94,2	- 8,2	7,0
*Intérêt sur la dette	9,2	63,3	10,2	10,6	103,6	54,1	40,0	73,9	15,4	- 36,8
- dont dette extérieure	1,5	9,6	1,1	2,3	217,1	10,0	8,0	79,5	57,7	- 17,4
Dépenses en capital	23,2	177,6	9,8	10,5	107,1	67,8	78,2	115,4	- 54,6	- 56,0
Autres dépenses	18,9	32,3	20,2	12,4	61,4	97,5	57,4	58,8	- 34,5	77,7
Total dépenses (hors amort.)	314,4	1 539,4	328,0	273,0	83,2	1 676,0	1 558,6	93,0	- 13,2	1,2

Source : PTR du secteur public

2.3 SECTEUR EXTERIEUR

2.3.1 Le marché des changes

Au 31 mai 2016, le marché des changes est resté marqué par la poursuite des tensions. En effet, le taux de change indicatif a atteint 954,95 CDF le dollar américain contre 927,9 CDF à fin décembre 2015, soit une dépréciation de 2,9 %. Sur le marché parallèle, la même tendance a été observée, le taux étant passé de 942,13 CDF le dollar américain à 985,98 CDF entre fin décembre 2015 et le 31 mai 2016, soit une dépréciation de 4,6 %.

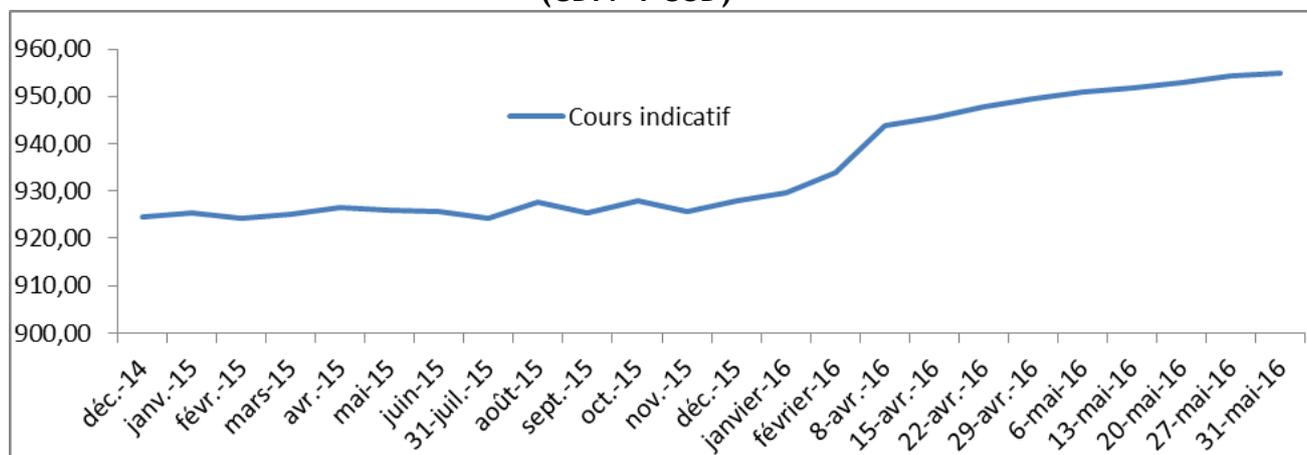
Tableau 10 : Evolution des taux indicatif et parallèle au 31 mai 2016

	Taux de change CDF/USD				Variation hebdo en %				Var. en % par rapport à fin déc. 2015			
	Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle			Taux indicatif	Taux parallèle		
		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen		acheteur	vendeur	moyen
31-déc.-15	927,92	936,25	948,00	942,13	-100,00				0,00	0,00	0,00	0,00
29-janv.-16	929,51	935,75	943,50	939,63	-0,17	0,05	0,48	0,27	-0,17	0,05	0,48	0,27
29-févr.-16	933,97	938,75	949,00	943,88	-0,48	-0,32	-0,58	-0,45	-0,65	-0,27	-0,11	-0,19
4-mars-16	934,12	938,75	955,50	947,13	-0,02	0,00	-0,68	-0,34	-0,66	-0,27	-0,78	-0,53
11-mars-16	935,73	941,40	952,33	946,87	-0,17	-0,28	0,33	0,03	-0,83	-0,55	-0,45	-0,50
18-mars-16	936,84	944,60	956,00	950,30	-0,12	-0,34	-0,38	-0,36	-0,95	-0,88	-0,84	-0,86
25-mars-16	937,54	948,40	963,33	955,87	-0,07	-0,40	-0,76	-0,58	-1,03	-1,28	-1,59	-1,44
1-avr.-16	941,78	952,80	965,33	959,07	-0,45	-0,46	-0,21	-0,33	-1,47	-1,74	-1,80	-1,77
8-avr.-16	943,80	960,00	975,33	967,67	-0,21	-0,75	-1,03	-0,89	-1,68	-2,47	-2,80	-2,64
15-avr.-16	945,42	969,00	983,33	976,17	-0,17	-0,93	-0,81	-0,87	-1,85	-3,38	-3,59	-3,49
22-avr.-16	947,94	974,60	981,00	977,80	-0,27	-0,57	0,24	-0,17	-2,11	-3,93	-3,36	-3,65
29-avr.-16	949,49	975,00	981,67	978,33	-0,16	-0,04	-0,07	-0,05	-2,27	-3,97	-3,43	-3,70
6-mai-16	950,93	973,40	982,67	978,03	-0,15	0,16	-0,10	0,03	-2,42	-3,82	-3,53	-3,67
13-mai-16	951,89	974,20	983,00	978,60	-0,10	-0,08	-0,03	-0,06	-2,52	-3,90	-3,56	-3,73
20-mai-16	952,79	976,00	986,00	981,00	-0,09	-0,18	-0,30	-0,24	-2,61	-4,07	-3,85	-3,96
27-mai-16	954,37	979,20	989,33	984,27	-0,17	-0,33	-0,34	-0,33	-2,77	-4,39	-4,18	-4,28
31-mai-16	954,95	982,13	989,82	985,98	-0,06	-0,30	-0,05	-0,17	-2,83	-4,67	-4,23	-4,45

Tableau 11 : Evolution des taux indicatif et parallèle au 31 mai 2016

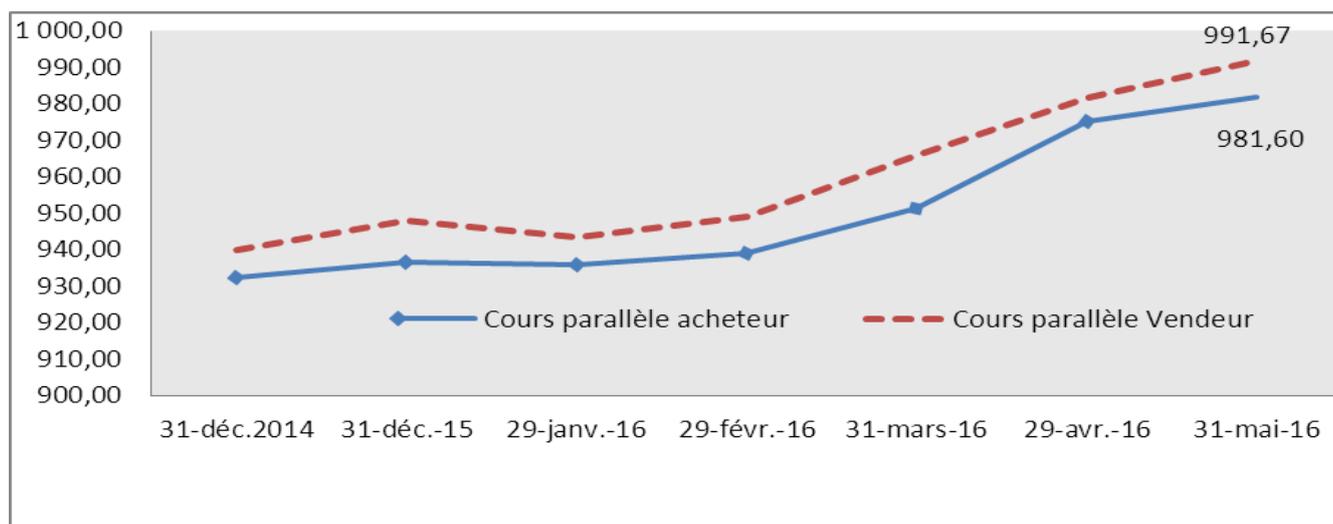
	déc.-14	déc.-15	janv.-16	févr.-16	mars-16	1-avr.-16	8-avr.-16	15-avr.-16	22-avr.-16	29-avr.-16	6-mai-16	13-mai-16	20-mai-16	27-mai-16	31-mai-16
Cours parallèle acheteur	932,25	936,25	935,75	938,75	951,20	952,80	960,00	969,00	974,60	975,00	973,40	974,20	976,00	979,20	982,13
Cours parallèle vendeur	940,00	948,00	943,50	949,00	965,67	965,33	975,33	983,33	981,00	981,67	982,67	983,00	986,00	989,33	989,82

Graphique 12 : Evolution du taux de change indicatif (CDF/ 1 USD)



Source : Banque Centrale du Congo

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

Graphique 13: Evolution du taux de change parallèle

2.3.2 Budget en devises et Réserves internationales

Au 31 mai 2016, l'exécution du budget en devises renseigne un déficit mensuel de 14,62 millions de USD, portant le déficit annuel à 224,09 millions. Il sied de noter que les dépenses en devises ont enregistré une baisse de 63,4 % entre avril et mai 2016, ce qui a permis de stabiliser les réserves autour de 1.179,48 millions de USD correspondant à 5,21 semaines d'importations des biens et services sur ressources propres.

Tableau 12 : Réserves de change (en millions)

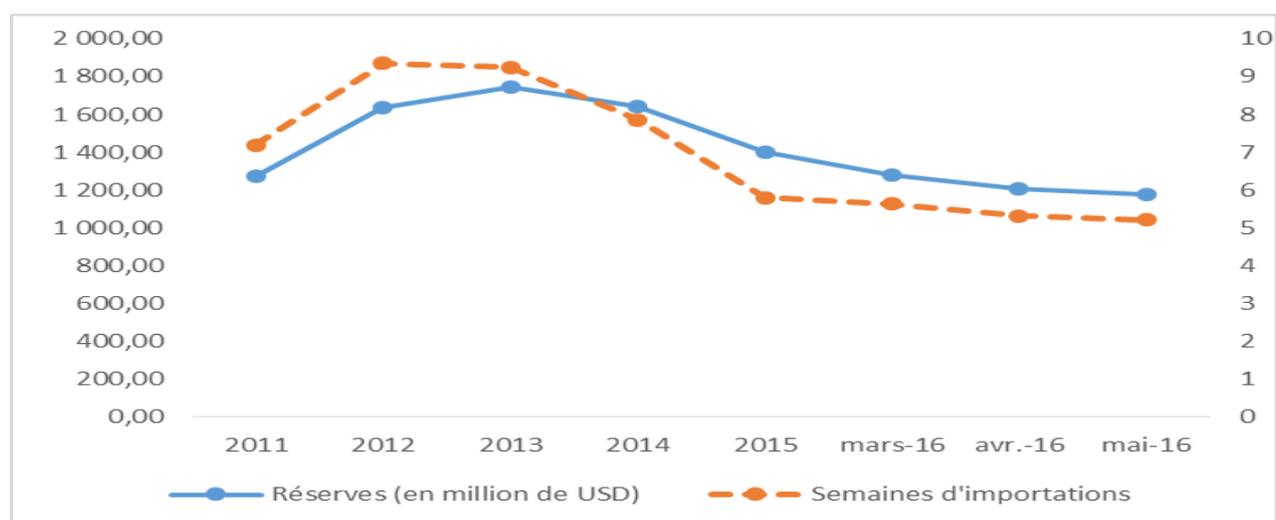
	2011	2012	2013	2014	2015	31-mai-16
Réserves (en million de USD)	1 272,68	1 634,18	1 745,41	1 644,14	1 403,58	1 179,48
Semaines d'importations	7,2	9,35	9,25	7,86	5,80	5,21

Tableau 13 : Exécution du budget en devises

RUBRIQUES	29-janv-16	29-févr-16	31-mars-16	29-avr-16	31-mai-16	CUMULE
	REALISATIONS	REALISATIONS	REALISATIONS	REALISATIONS	REALISATIONS	
Stock initial *	1 403 576 733	1 369 077 474	1 320 638 952	1 277 231 855	1 194 161 137	
I. FLUX PROJETES EN RECETTES	5 500 129	34 691 805	12 782 725	26 065 763	25 315 165	104 355 586
A. Recettes d'exploitation	5 470 809	4 945 177	4 384 564	4 393 420	9 180 502	28 374 472
1. Redevance de Contrôle de Change	4 494 947	4 372 478	3 570 352	3 681 704	3 418 658	19 538 138
B. Opérations de change	29 320	29 746 627	8 398 161	21 672 343	16 134 663	75 981 114
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	29 320	6 346 975	8 398 161	21 672 343	16 134 663	52 581 462
- Recettes minières			7 918 731	21 656 489	16 036 304	45 611 524
- Autres recettes du Trésor Public	29 320	6 346 975	479 430	15 854	98 359	6 969 938
2. Rachats Financements extérieurs	-	23 399 652	-	-	-	23 399 652
- Banque Africaine de Développement (BAD)	-	23 399 652	-	-	-	23 399 652
3. Achats interbancaires/Adjudications	-	-	-	-	-	-
II. FLUX PROJETES EN DEPENSES	39 999 388	83 130 326	56 189 822	109 136 481	39 998 043	328 454 060
A. Dépenses du Trésor	31 557 013	28 068 888	29 507 475	43 031 087	33 588 116	165 752 579
1. Service de la dette extérieure	3 649 681	4 805 775	8 286 686	19 001 779	18 215 030	53 958 951
2. Paiements diverses créances	5 171 483	4 667 367	4 178 534	2 820 279	4 282 889	21 120 551
3. Fonctionnement	22 735 849	18 595 746	17 042 255	21 209 029	11 090 197	90 673 077
- Fournisseurs étrangers	5 794 039	6 681 051	2 606 144	5 825 656	2 291 441	23 198 331
- Institutions	5 420 709	6 568 642	4 348 336	5 164 169	1 610 000	23 111 855
- Missions et Soins de santé	3 514 618	4 294 054	5 910 229	6 512 041	4 840 035	25 070 977
B. Dépenses de la BCC	8 442 375	55 061 438	26 682 347	66 105 394	6 409 927	162 701 480
1. Remboursement créances	762 735	847 185	19 472 827	229 759	865 725	22 178 232
- HDM	214 266	209 168	4 032 741	118 050	1 996 230	6 570 455
5. Ventes interbancaires	5 000 000	50 000 000	-	63 500 000	-	118 500 000
BALANCE EN USD (I-II)	- 34 499 259	- 48 438 521	- 43 407 097	- 83 070 718	- 14 682 878	- 224 098 473
Stock final (SI+REC-DEP)	1 369 077 474	1 320 638 952	1 277 231 855	1 194 161 137	1 179 478 259	1 179 478 259

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 14 : Réserves de change (en millions de USD)



Source : Banque Centrale du Congo

II.4. SECTEUR MONETAIRE

2.4.1 Analyse de l'offre de monnaie

A fin mai, la masse monétaire s'est établie à 4.309,75 milliards de CDF, enregistrant un recul de 45,0 milliards de CDF par rapport à fin décembre 2015. Cette régression, au niveau des contreparties, est expliquée par une chute des avoirs extérieurs nets de 311,18 milliards de CDF alors que les avoirs intérieurs nets se sont accrus de 266,18 milliards. Pour ce qui est des composantes, cette décroissance de la masse monétaire est localisée essentiellement au niveau de la quasi-monnaie à travers les dépôts en devises qui ont chuté de 115,31 milliards de CDF.

Pour ce qui est de l'offre de la monnaie centrale, elle affiche une régression annuelle de 51,90 milliards de CDF par rapport au volume de 1.263,65 milliards enregistré à fin décembre 2015. Cette situation, au niveau des contreparties, a été induite par une baisse des avoirs extérieurs nets de 311,18 milliards de CDF, contrebalancée par une augmentation des avoirs intérieurs nets de 266,18 milliards. Au niveau des composantes, elle est aperçue à travers les dépôts des banques qui ont baissé de 72,59 milliards de USD.

2.4.2 Marché monétaire

Au mois de mai 2016, seul le guichet des prêts à court terme a été opérationnel alors que celui des facilités permanentes est resté inopérant comme au mois précédent.

- **Guichet des Prêts à court terme**

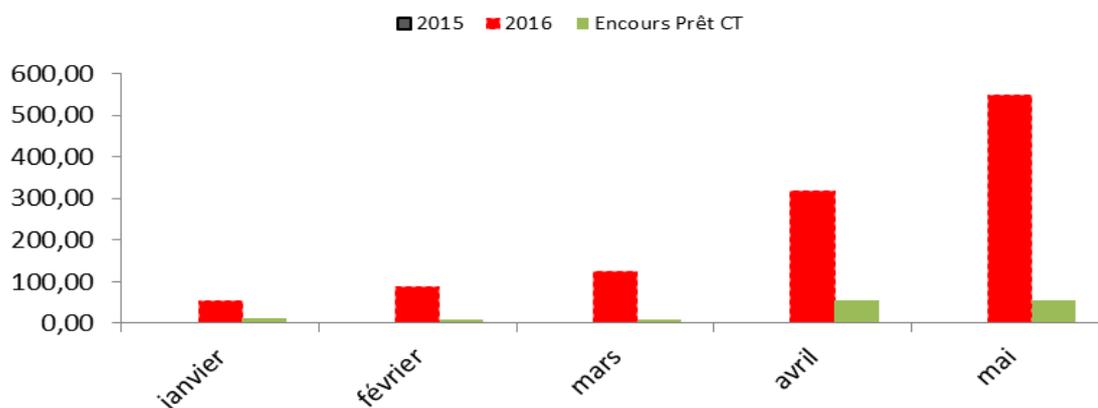
Au cours du mois de mai 2016, le volume des opérations au guichet des prêts à court terme s'est établi à 230,0 milliards de CDF, dégageant un cumul annuel de 548,56 milliards de CDF. Il sied d'indiquer que l'encours s'est chiffré à 56,0 milliards.

Tableau 14 : Guichet des Prêts à court terme (en milliards de CDF)

	janv-16	févr.-16	mars-16	avril-16	Mai-16
Volume	52,93	35,31	35,31	195,0	230,0
Encours	13,23	8,83	8,83	55,0	56,0
(*)Taux d'intérêt	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 15 : Evolution cumulée des Prêts à court terme 2016
(En milliards de CDF)



- **Guichet des facilités permanentes**

Au terme du mois sous analyse, le guichet des facilités permanentes n'a enregistré aucune opération. Pour rappel, les opérations à ce même guichet, au mois de mai 2015, se chiffraient à 835,45 milliards pour un encours de 49,1 milliards.

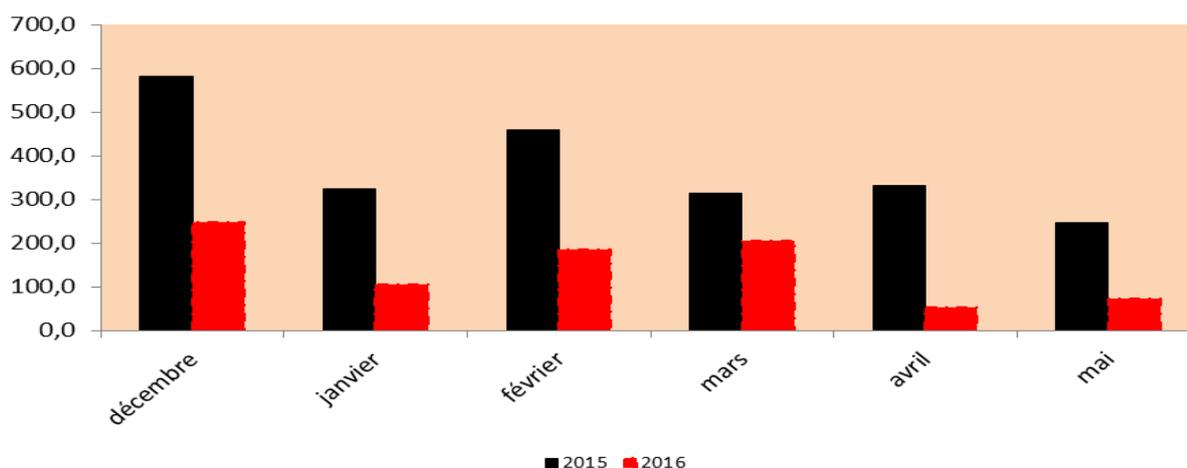
Tableau 15 : Guichet Facilités permanentes (en milliards de CDF)

	déc-15	janv-16	févr.-16	mars-16	avril-16	mai-16
Volume	835,80	716,40	835,80	279,56	0,0	0,0
Encours	39,80	39,80	39,80	4,99	0,0	0,0
(*)Taux d'intérêt fin période	4,5	4,5	4,5	3,0		

Source : Banque Centrale du Congo

- **Marché interbancaire**

Au 31 mai 2016, le guichet de l'interbancaire a accumulé des opérations mensuelles à hauteur de 73,5 milliards de CDF contre 54,0 milliards à fin avril 2016, soit une hausse de 19,5 milliards de CDF. A la même période de 2015, le volume des transactions se chiffrait à 246,10 milliards de CDF. Le taux moyen pondéré a varié autour de 1,70 % contre une même tendance à fin décembre 2015.

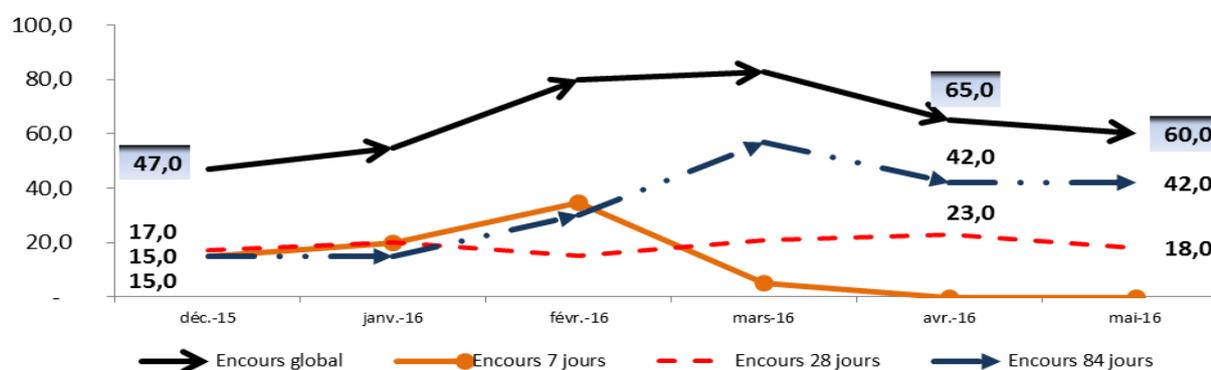
Graphique 16 : Marché interbancaire (en milliards de CDF)**Tableau 16 : Guichet prêts interbancaires (en milliards de CDF, sauf indication contraire)**

	Déc.-15	Janv-16	févr.-16	Mars-16	Avril-16	Mai-16
Volume	247,50	105,20	186,0	204,90	54,0	73,5
Taux moyen pondéré d'intérêt (%) fin période	1,70	1,70	1,74	1,75	1,75	1,70

Source : Banque Centrale du Congo

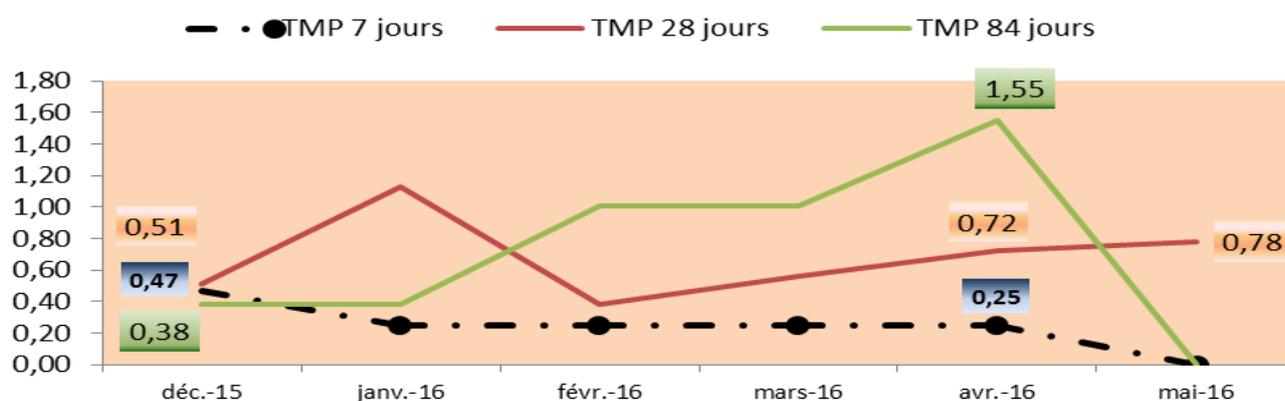
- Marché des Bons de la Banque Centrale du Congo**

A fin mai 2016, l'encours global des Bons BCC s'est situé à 60,0 milliards de CDF, venant de 65,0 milliards un mois plus tôt, dégageant une injection mensuelle de 5,0 milliards et une ponction annuelle de 13,0 milliards de CDF. Cet encours est reparti de la manière suivante : 18,0 milliards pour la maturité à 28 jours et 42,0 milliards pour celle à 84 jours.

Graphique 17 : Evolution de l'encours des Bons BCC en 2016 (en milliards de CDF)

Le taux moyen pondéré du Bon BCC à 28 jours s'est situé à 0,78 % contre 0,72 % un mois avant. S'agissant des marges de positivité, le taux directeur réel s'est chiffré à 0,805 point contre 1,19 point à fin décembre 2015.

Graphique 18 : Evolution du taux moyen pondéré des Bons BCC



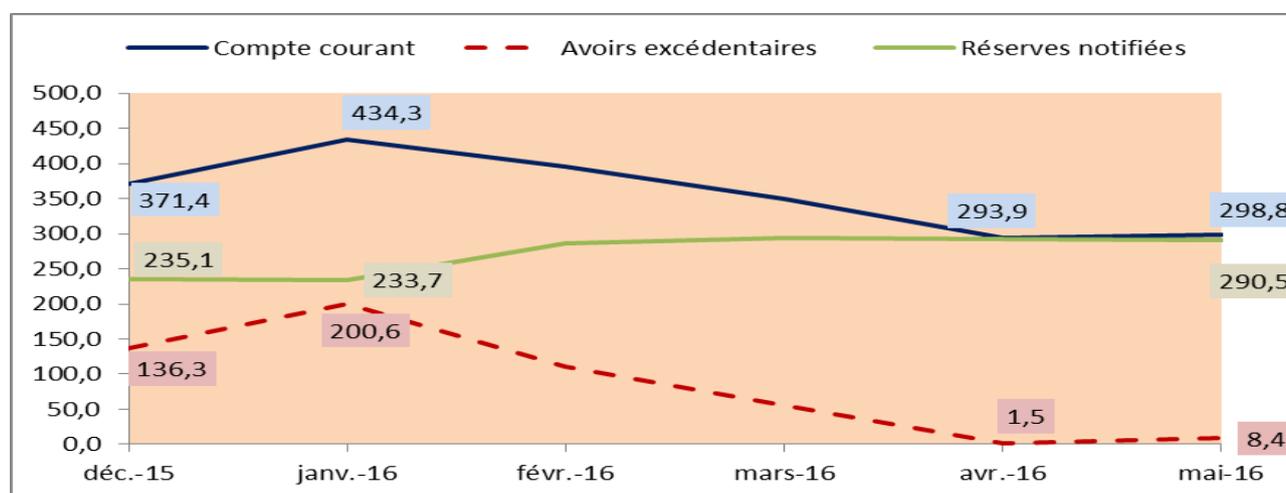
- Evolution des avoirs libres des banques**

Au 31 mai 2016, le compte courant des banques a connu une baisse annuelle de 72,59 milliards de CDF, se situant à 298,82 milliards de CDF contre 293,93 milliards le mois écoulé et 337,75 milliards à la période correspondante de 2015.

La moyenne de la réserve obligatoire notifiée pour la période du 15 mai au 14 juin 2016 se chiffre à 290,46 milliards de CDF, soit un accroissement de 55,33 milliards depuis fin décembre 2015.

Les avoirs excédentaires des banques se sont situés à 8,35 milliards de CDF contre 1,49 milliard un mois plus tôt et 105,71 milliards à la période correspondante de l'année 2015.

Graphique 19 : Compte courant des banques en 2016 (en milliards de CDF)



- **Evolution des émissions monétaires**

A fin mai 2016, les émissions nettes cumulées se sont établies à 0,91 milliard de CDF, tenant aux émissions de 116,24 milliards et aux destructions de 115,34 milliards. Les billets recyclés se sont établis à 674,62 milliards de CDF dont 60,55 % en provinces et 39,45 % au Siège.

Tableau 17 : Evolution des émissions monétaires en 2016

(en millions de CDF)

Rubrique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Cumul/An
Prévisions émissions	7 659,83	41 630,00	19 284,00	43 692,00	4 450,00	116 715,83
Emissions = (A)	5 372,50	43 289,70	9 185,00	52 203,70	6 193,20	116 244,10
Destructions = (B)	17 963,00	19 108,43	18 437,50	18 624,83	41 203,90	115 337,66
Emissions nettes (C) = (A) - (B)	- 12 590,50	24 181,27	- 9 252,50	33 578,87	- 35 010,70	906,44
Recyclage	165 376,89	108 601,15	137 786,84	141 414,81	121 435,48	674 615,17
dont au Siège	69 539,19	38 437,65	57 171,32	53 948,89	47 020,77	266 117,82
dont en provinces (*)	95 837,70	70 163,50	80 615,52	87 465,92	74 414,71	408 497,36

Source : Banque Centrale du Congo

(*) : Seulement les versements des banques

Tableau 18 : Etat des objectifs de la politique monétaire

Instruments	Niveau	Marges	
Taux directeur	2,00 %	0,805 point	
Taux MP (Bons BCC) à 7 jours	-	-	
Taux MP (Bons BCC) à 28 jours	0,78	-0,415	
Taux MP (Bons BCC) à 84 jours	-	-	
Coefficient de réserve obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dépôts en ME : <ul style="list-style-type: none"> - 10 % pour les dépôts à vue - 9 % pour les dépôts à terme ➤ Dépôts en MN : <ul style="list-style-type: none"> - 2 % pour les dépôts à vue - 0 % pour les dépôts à terme 		
Objectif final de Politique Monétaire	Cible	Réalisations	Ecart
	Mai 2016	31 mai.-16	
Taux d'inflation en glissement annuel	4,2 %	1,195	-3,005